

L'accord adopté par le Congrès américain et signé par le président Obama le 2 août 2011 mènera à un relèvement du plafond de la dette fédérale aux États-Unis d'au moins 2100 milliards de dollars par rapport à son seuil actuel de 14 300 milliards de dollars. Cet accord a été critiqué par de nombreux commentateurs, qui jugent qu'il représente une « capitulation » par rapport aux « extrémistes »¹ qui tiennent à équilibrer le budget sans hausser les impôts.

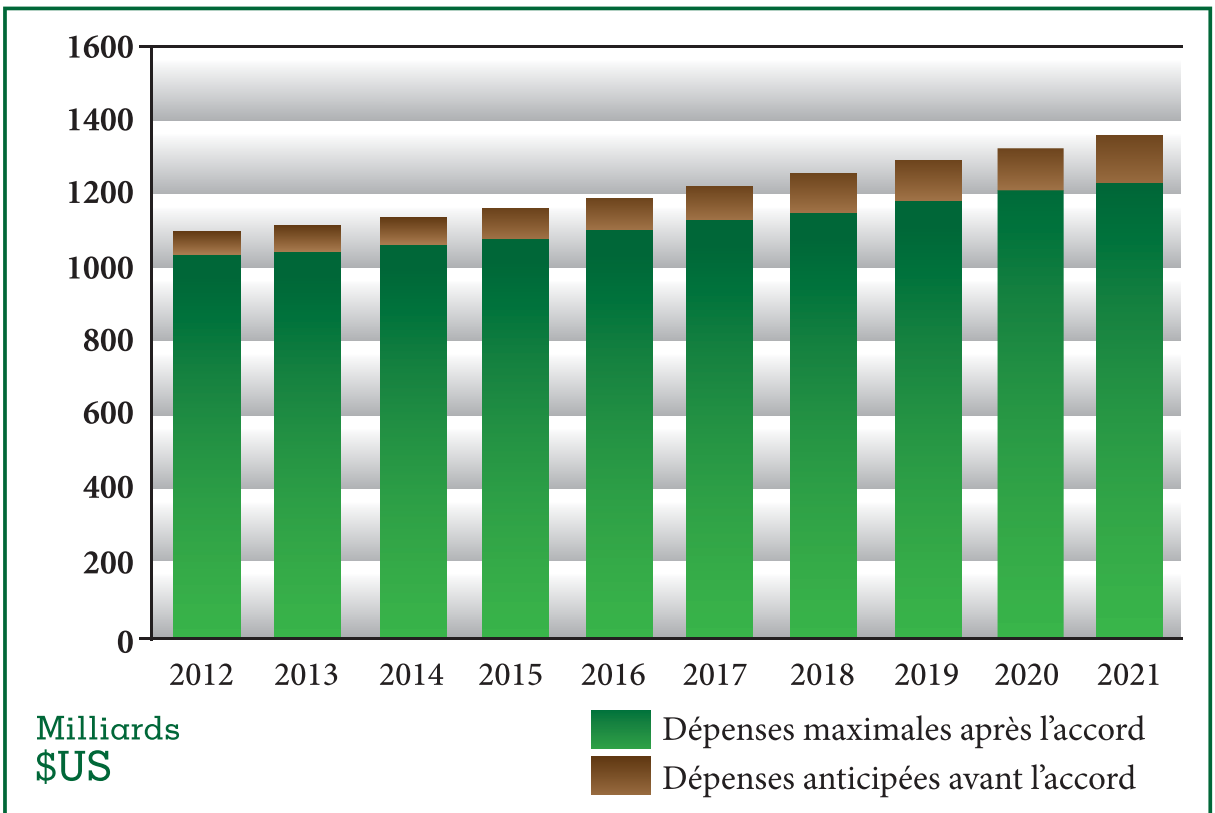
Pourtant, une analyse de cette entente montre que même si toutes les compressions qu'elle contient étaient effectivement mises en place, elles n'empêcheront pas la dette fédérale américaine de poursuivre son ascension. Elles pourraient même être insuffisantes pour éviter que les grandes agences de notation abaissent la cote de crédit du gouvernement fédéral américain².

En quoi consistent donc ces compressions? Il s'agit en fait de limites aux dépenses « discrétionnaires » (qui doivent être approuvées chaque année) du gouvernement fédéral pour les dix prochaines années. Le Congressional Budget Office, un organisme non partisan, a évalué leur impact en comparant ces limites aux prévisions de hausses des dépenses d'avant l'accord. Comme on peut le voir dans la figure ci-dessous, les dépenses discrétionnaires continueront d'augmenter en dollars courants, même si elles augmenteront à un rythme moins rapide que ce qui était prévu avant l'accord³.

En plus de cette première ronde de réduction du déficit d'un total de 917 milliards de dollars sur dix ans, l'accord prévoit qu'un comité bipartisan devra proposer des mesures additionnelles visant à réduire le déficit de 1500 milliards de dollars pendant la même période (toujours



Dépenses discrétionnaires du gouvernement fédéral américain (2012-2021)



Source : Congressional Budget Office, *CBO Analysis of August 1 Budget Control Act*, août 2011, tableau 1 (les dépenses maximales se fondent sur les limites aux autorisations budgétaires).

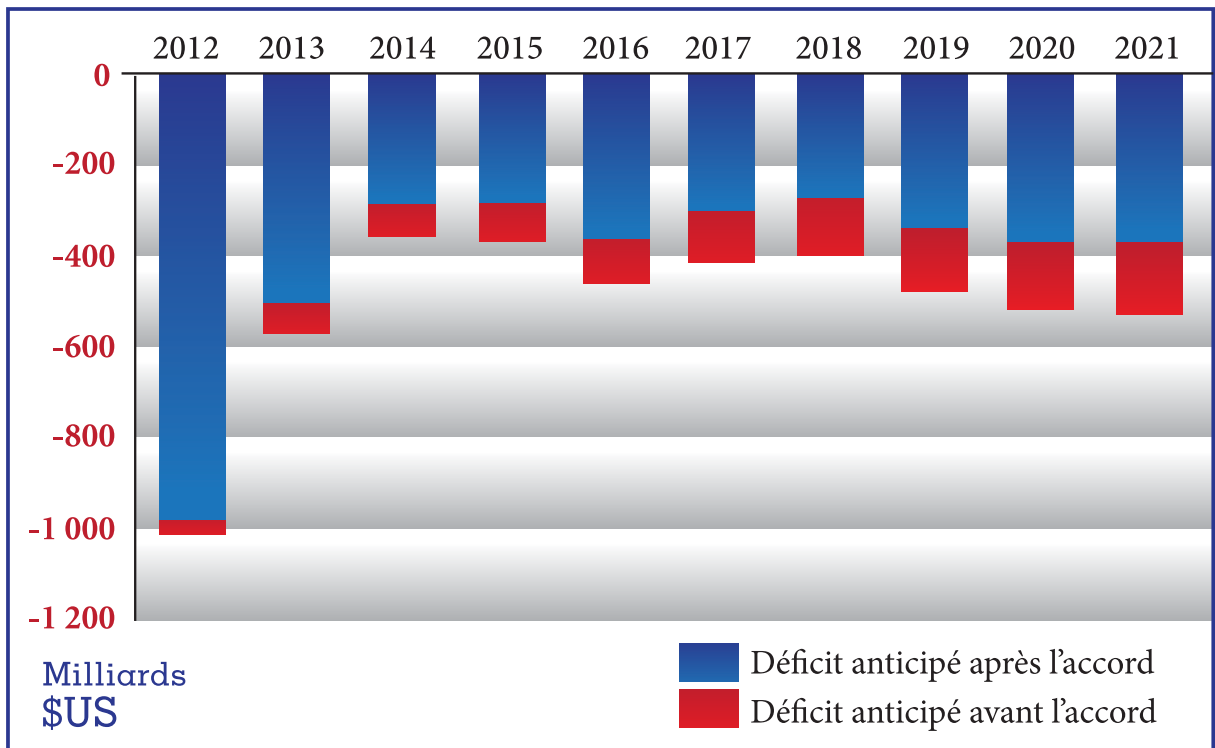
par rapport aux prévisions), sans quoi des coupes automatiques auront lieu. Bien que ces montants puissent sembler impressionnants, ils sont loin de suffire à compenser les 5000 milliards de dollars de déficits prévus au cours des dix prochaines années avant l'accord (voir figure ci-dessous)⁴. Puisque malgré ces compressions, le gouvernement continuera d'emprunter massivement pour combler ses déficits, on doit conclure qu'elles sont trop modestes pour empêcher l'augmentation considérable de la dette fédérale américaine prévue au cours des années à venir.

Par ailleurs, les dépenses discrétionnaires ne représentent

qu'un peu plus du tiers du budget fédéral américain. Même en les éliminant en entier, le gouvernement aurait présenté un budget déficitaire en 2011. Les autres dépenses, dites « obligatoires » (qui n'ont pas à être approuvées chaque année), sont consacrées principalement aux programmes sociaux comme les soins médicaux aux personnes à faible revenu (*Medicaid*) et aux personnes âgées (*Medicare*) ainsi que le régime public de retraite (*Social Security*). Sans une révision de ces programmes, il sera difficile d'équilibrer le budget du gouvernement américain et de rendre soutenables ses finances publiques.



Déficit du gouvernement fédéral américain (2012-2021)



Note : ne tient pas compte de la seconde ronde de compressions dont l'ampleur et la distribution d'année en année ne sont pas encore déterminées précisément.
Source : Calculs de l'auteur à partir de Congressional Budget Office, *CBO Analysis of August 1 Budget Control Act*, août 2011, tableaux 1 et 3; Congressional Budget Office, *An Analysis of the President's Budgetary Proposals for Fiscal Year 2012*, avril 2011, p. 14.

1. Voir : Agence France-Presse, « La presse américaine juge durement l'accord sur la dette », *Cyberpresse*, 1er août 2011.
2. Voir : Agence France-Presse, « Moody's, S&P et Fitch : trois regards sur la dette américaine », *Cyberpresse*, 3 août 2011.
3. Il est possible que les dépenses diminuent en proportion du PIB, si la croissance économique dépasse l'augmentation des dépenses pendant cette période. Cependant, compte tenu de la situation difficile de l'économie américaine, il y a de bonnes raisons de ne pas être trop optimistes.
4. Calculs de l'auteur à partir de : Congressional Budget Office, *CBO Analysis of August 1 Budget Control Act*, août 2011, tableaux 1 et 3; Congressional Budget Office, *An Analysis of the President's Budgetary Proposals for Fiscal Year 2012*, avril 2011, p. 14. Ce montant se fonde sur la « Adjusted March 2011 Baseline » et exclut notamment les fonds qui seront dépensés pour les guerres en Irak et en Afghanistan.